

Code branche ECOPO	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse EXAMEN DE FIN D'ÉTUDES SECONDAIRES TECHNIQUES Régime technique – Session 2014	
Épreuve écrite	Branche ECONOMIE POLITIQUE	Division / Section Division administrative et commerciale
Durée de l'épreuve 2h30		CG / CC
Date de l'épreuve 13.5.2014		

I. Conjoncture, budget et politique budgétaire (20)

- 1) a) Définissez en une phrase la notion de cycle conjoncturel ! (1)
b) Expliquez à chaque fois comment un pays peut passer d'une situation d'expansion à une situation de récession, suite à des phénomènes de sous-consommation respectivement de surinvestissement ! (4)
- 2) Soit l'extrait suivant du programme du gouvernement luxembourgeois issu de la coalition entre DP, LSAP et Dei Gréng (*source : www.gouvernement.lu*) :

« Le Gouvernement maintiendra les investissements nécessaires au développement économique du pays conformément aux priorités politiques exposées dans cet accord de coalition, notamment en matière d'infrastructures, de diversification économique, d'entrepreneuriat, de recherche, d'éducation, de logement et de l'environnement. L'objectif reste la croissance économique soutenable et la cohésion sociale (...).

L'effort de consolidation budgétaire portera d'abord sur le côté « dépenses ». Ensuite, la dimension « recettes » sera d'abord axée autour de la croissance. Finalement, des mesures fiscales seront envisagées dans le cadre d'une réforme fiscale ; une augmentation des taux d'imposition ne sera considérée qu'en dernier recours, en-dehors d'une augmentation de la TVA jugée indispensable (...).

- a) Le programme gouvernemental prévoit le maintien d'un certain nombre d'investissements nécessaires au développement économique. Ces mesures vous semblent-elles plutôt de nature conjoncturelle ou de nature structurelle ? Motivez votre réponse ! (1,5)
- b) La notion de « croissance économique soutenable » est proche de celle du « développement durable ». Expliquez cette dernière notion. (1,5)
- c) Quel est l'objectif de la hausse de la TVA prévue par le programme gouvernemental ? Expliquez ! (1,5)

- d) Quel pourrait éventuellement être l'inconvénient d'une hausse de la TVA en matière conjoncturelle ? Expliquez ! (1,5)
- 3) Présentez schématiquement l'effet d'éviction ! (2)
- 4) Le gouvernement du pays P décide d'augmenter en 2013 ses dépenses publiques d'investissement de 20 milliards € par rapport à 2012. On sait en outre que la propension marginale à épargner est de 0,32.
- a) Calculez la variation totale du revenu national Y à l'aide de la formule du multiplicateur k ! (2)
- b) Quelle devrait être la variation des impôts T afin d'obtenir le même résultat que sous a) ? Calculez à l'aide de la formule du multiplicateur k' ! (2)
- c) On suppose que le déficit public du pays P était de 36 milliards € en 2012. Calculez le déficit de l'année 2013, sous l'hypothèse de la hausse de 20 milliards € des dépenses publiques d'investissement (on suppose que les autres dépenses publiques demeurent les mêmes qu'en 2012) et sachant que les recettes fiscales ont augmenté de 9 milliards € suite à la politique de relance décrite sous a). (1,5)
- d) Le pays P présente en 2013 un PIB de 1.800 milliards €. Ce pays réussit-il à respecter le critère relatif au déficit public prévu par le pacte de stabilité et de croissance ? Présentez le calcul nécessaire et expliquez ! (1,5)

II. Monnaie, politique monétaire et inflation (20)

- 1) La monnaie : définitions, fonctions et mesure
- a) Indiquez les 3 principales fonctions de la monnaie ! (1,5)
- b) Expliquez la notion de « cours légal » d'une monnaie ! (1)
- c) Indiquez les composantes de M1, M2 et M3 ! (3)
- 2) La création de monnaie scripturale :
- a) Indiquez la formule de la création de monnaie scripturale à partir d'un dépôt initial en monnaie fiduciaire ! (0,5)
- b) La création de monnaie scripturale peut souffrir des habitudes de paiement des agents économiques. Expliquez brièvement ! (1)
- c) Comment les banques commerciales essaient-elles d'éviter le phénomène présenté sous b) ? Expliquez brièvement ! (1)
- 3) En novembre 2013, la BCE a abaissé son taux de refinancement de 0,50% à 0,25%. Le taux d'inflation de la zone euro était de 0,7% en octobre 2013.
- a) Illustrez schématiquement le mécanisme d'une telle politique monétaire. (3)
- b) La BCE respectait-elle son objectif en matière de stabilité des prix ? Expliquez ! (1)
- c) Certains économistes avaient des doutes par rapport à l'efficacité de cette politique jugeant « *qu'il y avait un problème de transmission des mesures prises sur l'économie réelle.* ». Présentez une raison pour laquelle cette transmission pourrait ne pas fonctionner. (2)

- 4) A quelle(s) cause(s) de l'inflation fait-on à chaque fois référence dans les citations suivantes ? (2)
- “Des responsables chinois corrompus ont réinvesti en Chine de grandes sommes d'argent spéculatif qu'ils possédaient à l'étranger.”
 - “La hausse des prix au Japon serait la conséquence de l'affaiblissement du Yen.”
- 5) Expliquez en quoi les salariés sont des perdants de l'inflation. (2)
- 6) Le Luxembourg présente les données suivantes : (2)

Année	2011	2012	2013
Indice des prix à la consommation	785	805	819

- Calculez le taux d'inflation de 2011 à 2012. (0,5)
- Calculez le taux d'inflation de 2012 à 2013. (0,5)
- Compte tenu des résultats précédents, peut-on parler d'inflation, de déflation ou de désinflation pour 2013 ? (1)

III. Relations économiques internationales (20)

- 1) Indiquez pour chacune des opérations suivantes le poste crédité et le poste débité de la balance des paiements de la zone euro !
- La banque chinoise ICBC installée au Luxembourg accorde un prêt à Chase Manhattan Bank installée à Londres. (1)
 - ICBC touche des intérêts sur le prêt mentionné sous a). (1)
 - La société luxembourgeoise Cactus achète du chocolat suisse. (1)
 - L'investisseur chinois HCNA reprend 35% du capital de Cargolux. (1)
- 2) La balance des paiements du Luxembourg de l'année 2010 présente notamment les soldes partiels suivants : (*extraits, en mio d'euros*)
- Balance courante +3.255*
Balance des opérations financières -3.023
- Une telle situation est-elle économiquement souhaitable ? Expliquez ! (2)
- 3) Un des avantages du système des changes flottants est qu'il permet, du moins en théorie, un rééquilibrage automatique de la balance des paiements. Illustrez schématiquement ce mécanisme en partant d'un déficit de la balance commerciale. (3)
- 4) Expliquez :
- Cotation au certain (1)
 - Dévaluation (1)
 - Flottement impur (« dirty floating ») (1)

- 5) En septembre 2011, la Banque nationale suisse (BNS) annonçait avoir fixé un cours plancher de l'euro de 1,20 franc suisse (CHF) pour un euro. Depuis le début de la crise économique et financière en 2008/2009, la devise helvétique s'était appréciée de 11% face à l'euro. En effet, le franc suisse était considéré comme une monnaie sûre par rapport à l'euro et beaucoup d'investisseurs avaient converti leurs euros en francs suisses. Cette appréciation pénalisait les exportations suisses et faisait souffrir gravement l'économie suisse.
- a) Illustrez la modification du cours de change €/CHF depuis 2008 en vous appuyant sur un graphique mettant en relation l'offre et la demande d'euros. (2)
 - b) Comment la Banque nationale suisse devrait-elle alors intervenir sur le marché des changes si l'euro descendait en-dessous de son cours plancher ? Illustrez sur le même graphique que sous a). Quel est le risque d'une telle politique sur l'économie suisse ? (4)
 - c) « L'appréciation du franc suisse pénalise les exportations suisses ». Illustrez cette affirmation en imaginant la vente d'une montre suisse valant 500 CHF en Allemagne si le cours de change €/CHF passe de $1\text{€}=1,30\text{ CHF}$ à $1\text{€}=1,20\text{ CHF}$. (2)